

des efforts, est le seul mérite de ce qui semble être une mauvaise politique gouvernementale. Un préopinant a dit que le gouvernement a, de fait, lancé un programme tendant à créer du chômage. Le député ne créait pas l'expression de toute pièce. De fait, il faisait allusion à une expression employée par des ministres de la Couronne, le ministre des Finances (M. Benson) et le premier ministre lui-même. Il est évident qu'ils n'ont pas senti les effets de la politique anti-inflationniste du gouvernement, ni dans leurs ministères, ni personnellement. Le fait est que le gouvernement admet lui-même recourir à ce projet pour tenter d'enrayer ou de contrebalancer les tendances inflationnistes au Canada.

Voilà donc la politique du gouvernement et la seule chose qui la rachète c'est que nous avons un ministère de l'Expansion économique régionale et un ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration aux budgets limités qui essaient d'étendre un peu de mélasse sur une tranche de pain sec. C'est une politique de tirailage. Nous avons un gouvernement qui décide d'aller dans une direction, et pour dorer la pilule, un ministère ou deux font l'impossible pour en contrebalancer les effets.

Ces ministères méritent peut-être des félicitations pour le travail qu'ils tentent d'accomplir avec des crédits restreints. Il serait malhonnête de ma part de prétendre qu'à mon avis les bureaux de la Main-d'œuvre n'ont pas fait un travail méritoire, avec des fonds limités, et tenté de rapprocher l'offre et la demande sur le marché du travail. Malheureusement, ces efforts et le programme de recyclage de la main-d'œuvre n'ont absolument pas réussi à surmonter les effets dévastateurs du chômage. C'est une chose incroyable, que la plupart des Canadiens n'accepteront pas. Si je pouvais parler aux 22 millions de Canadiens aujourd'hui, ils m'accuseraient de mentir si je leur disais que 20 personnes sur 100 dans ma province sont actuellement en chômage.

En fait, j'ai consulté les statistiques relatives à cette période des années 30 que, dans tout le Canada, les députés appellent les années de malheur et j'ai constaté qu'en 1935, à Terre-Neuve—qui, à l'époque, était un pays et non pas une province—16 p. 100 de la population étaient à la charge du gouvernement ou du bien-être social, sous une forme ou sous une autre. Ils étaient contraints d'accepter l'aide du gouvernement sous forme de prestations de sécurité ou d'assistance sociale. En 1970, 35 ans après et 21 ans après notre entrée dans la Confédération, nous avons maintenant 20 p. 100 de chômeurs. Nous avons 87,000 personnes qui, sous une forme quelconque, dépendent de l'assistance sociale.

C'est la plus sombre période de notre histoire depuis 1949.

J'ai l'impression que je perds mon temps en signalant ces faits à la Chambre. Depuis un an ou deux, j'interroge de nombreux groupes dans tout le Canada, en Alberta, en Colombie-Britannique, dans l'Île-du-Prince-Édouard, en Ontario et dans la plupart des autres provinces. Je leur parle depuis 1965, époque où j'ai passé deux ans dans la province si prospère de l'Alberta. Je dois dire qu'elle n'est plus aussi prospère aujourd'hui. Ces gens ne cessaient de me poser des questions comme celle-ci: «Que voulez-vous? Nous vous avons donné ceci, nous vous avons donné cela et que sais-je encore? Que voulez-vous donc?» Pour un peu, j'aurais eu l'impression qu'en tant que Canadien—non point en tant que citoyen de Terre-Neuve—il y avait quelque chose de répréhensible ou peu honorable à recevoir du gouvernement des paiements de péréquation ou certaines prestations pour nous aider à surmonter la situation défavorisée qu'était la nôtre en 1949.

Aujourd'hui, me considérant en premier lieu comme un habitant de Terre-Neuve, je puis, je pense, contempler le reste du Canada et déclarer que les autres Canadiens ont envers nous une dette énorme, car nous partageons, avec les autres habitants des régions à croissance lente, tout le poids des mesures anti-inflationnistes appliquées dans tout le pays. Aucun député—et je ne crains pas de lancer le défi—n'oserait se lever pour réfuter ces remarques. Terre-Neuve, avec ses 500,000 habitants, paie un prix plus élevé que n'importe quelle autre région du Canada à la suite des mesures anti-inflationnistes du gouvernement.

Le ministre des Finances se lève à la Chambre, lorsqu'il est là—à peu près une fois par mois—et rappelle que le gouvernement a lancé cette politique anti-inflationniste et est en train de congédier les maîtres de poste des petits bureaux de poste tout le long de la côte. Il déclare que le gouvernement a fermé des bureaux de poste dans tout le Canada, qu'il va cesser de construire des quais—bien que leur aménagement soit justifié—qu'il n'établira plus d'autres centres de main-d'œuvre, surtout sur la côte est du Canada et qu'il va congédier des gens dans tous les ministères fédéraux du Canada.

● (4.10 p.m.)

Le ministre dit que nous faisons ces choses pour aider les personnes à faibles revenus ou à revenus fixes, ainsi que les chômeurs saisonniers. J'ai souvent affirmé à la Chambre que ce sont ces personnes à faibles revenus ou à revenus fixes ainsi que les chômeurs saisonniers qui font tous les frais de la politique anti-inflationniste du gouvernement. Je dis au